

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Viva-Brasil>

Viva Brasil !

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : jeudi 2 janvier 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Ignacio Ramonet

C'est dans un contexte latino-américain en plein bouleversement que le nouveau président du Brésil, M. Luiz Inacio « Lula » da Silva, ancien dirigeant syndical, chef du Parti des travailleurs, élu en octobre 2002, assume ses fonctions. Pour la première fois, l'immense Brésil - 170 millions d'habitants, dixième puissance industrielle du monde - s'apprête à être gouverné, dans des conditions démocratiques, par un leader issu de la gauche radicale qui rejette la mondialisation libérale. C'est un événement de première grandeur. Dans un environnement fort différent, il rappelle ce que signifia, en 1970, l'élection à la présidence du Chili du socialiste Salvador Allende...

Ce 1er janvier 2003 marque ainsi le début d'un nouveau cycle historique en Amérique latine. Venant lui-même après une funeste période de tyrannies militaires, de répressions et de révoltes armées, le cycle précédent aura duré environ deux décennies (1983-2002). Et aura été marqué par trois phénomènes principaux : extinction des guérillas (à l'exception de celles de Colombie et de la très singulière et non violente Armée zapatiste du sous-commandant Marcos au Chiapas) ; généralisation des régimes démocratiques ; expérimentation systématique de politiques économiques néolibérales.

L'application du modèle libéral s'est traduite par une sorte d'ajustement structurel permanent qui a entraîné, partout, des conséquences sociales désastreuses et se solde par un échec retentissant. Le marché du travail a connu, en 2002, les résultats les plus négatifs des vingt-deux dernières années. Le chômage a explosé, et plus de la moitié des salariés en âge d'exercer une activité ne trouvent désormais d'emploi que dans le secteur informel. Le nombre de pauvres a continué d'augmenter. En revanche, le salaire minimum a poursuivi sa baisse, et le produit intérieur brut (PIB) de la région a chuté à nouveau (-0,8 %). Certains pays ont été plongés dans la plus grave crise économique de leur histoire. En Argentine, par exemple, la classe moyenne a été laminée, plus de la moitié des 37 millions d'habitants vivent maintenant dans la pauvreté, et plus du tiers de la population active est sans travail ou sous-employée. Son PIB s'est effondré de 17 % !

Exaspérées, les populations ont manifesté leur dégoût et leur ras-le-bol de deux façons : d'abord, en votant contre les partis ayant préconisé ces politiques, et ensuite, sans même attendre les échéances électorales, en se révoltant et en renversant, le cas échéant, les présidents favorables aux programmes néolibéraux. Ainsi, en Equateur, en janvier 2000, après la décision de dollariser l'économie, une rébellion de paysans indigènes chassait du pouvoir le président Jamil Mahuad. Au Pérou, en novembre 2000, le président Alberto Fujimori, accusé de surcroît de corruption, était à son tour renversé par un soulèvement populaire et devait chercher refuge au Japon. En Argentine, en décembre 2001, une violente insurrection destituait le président Fernando de la Rúa, aux cris de : « Non à la globalisation ! », « Dehors le Fonds monétaire international ! », « Non au paiement de la dette ! ». D'autres manifestations de masse, à caractère parfois insurrectionnel - en Bolivie, au Paraguay, au Costa Rica, etc. -, ont rejeté la classe politique, et dénoncé la privatisation de services publics ou l'application dogmatique des consignes du FMI.

Au Venezuela, dès 1998, ces mécontents de l'ordre néolibéral avaient plébiscité le président Hugo Chavez et soutenu son programme modéré de réformes sociales. Ce sont eux encore qui, fin décembre 2002, continuaient avec ardeur de le soutenir face aux tentatives de renversement conduites, sous l'oeil bienveillant de Washington, par les nantis bénéficiaires de la mondialisation, une minorité décidée, quitte à tout perdre, à plonger le pays dans une guerre civile (1).

Ce sont eux aussi qui, en Equateur, le 24 novembre 2002, ont élu le « candidat des pauvres » Lucio Gutierrez, un ancien colonel issu d'un milieu très modeste, qui s'oppose à l'Accord de libre-échange des Amériques (ALEA) et veut mettre les richesses du pays au service des 70 % de ses compatriotes vivant en dessous du seuil de pauvreté (lire nos articles pages 24 et 25).

Tous ces signes politiques indiquent avec clarté que, pour les tenants de la mondialisation, en Amérique latine, la fête semble finie. L'élection de « Lula » au Brésil apparaît, à cet égard, comme l'indicateur le plus manifeste du changement en cours.

Les choses, toutefois, ne seront pas simples pour le nouveau président (2). Qui sera pour l'essentiel jugé sur sa capacité à réduire le nombre des pauvres et à mieux répartir la richesse d'un pays où les inégalités sont abyssales : 1 % de la population possède 53 % des richesses nationales. Le président « Lula » s'est engagé sur un objectif minimal, déjà mentionné par les Evangiles, par la Déclaration universelle des droits de l'homme et par la Constitution brésilienne : garantir à tous ses concitoyens qu'ils pourront manger trois fois par jour...

Mais il devra aussi prouver que les peuples d'Amérique latine peuvent encore choisir leur futur, et que, face au projet néolibéral, un autre modèle économique, plus humain et plus solidaire, est possible. « Parce que toute l'Amérique latine nous regarde, a déclaré « Lula », et parce que nous portons l'espérance de tous les Latino-Américains : nous n'avons pas le droit d'échouer ! » Tiendra-t-il son pari ?

Notes :

(1) Lire « Venezuela in danger », « Help Latin Americans », « A dangerous game with Venezuela » et « Standoff in Venezuela », dans The International Herald Tribune, respectivement des 12 juillet 2002, 23 novembre 2002, 14 décembre et 19 décembre 2002.

(2) Lire Emir Sader, « Huit années qui ont laminé le Brésil », Le Monde diplomatique, octobre 2002.

Post-scriptum :

Le Monde Diplomatique, janvier 2003, page 1.

© 2002 Le Monde diplomatique.